Supplemento ordinario alla "Gazzetta Ufficiale,, n. 271 del 18 novembre 1988 - Serie generale

Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I (70%)

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA **Roma - Venerdì, 18 novembre 1988** SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI NON FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE LEGGI E DECRETI - VIA ARENULA 70 - 00100 ROMA
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 85081

N. 102

LEGGE 27 ottobre 1988, n. **496.**

Ratifica ed esecuzione del protocollo n. 8 alla convenzione sulla salvaguardia dei diritti dell'uomo e delle libertà fondamentali, adottato a Vienna il 19 marzo 1985.

LEGGE 27 ottobre 1988, n. **497.**

Ratifica ed esecuzione dell'accordo di mutua assistenza amministrativa tra la Repubblica italiana e gli Stati Uniti d'America per la prevenzione e la repressione delle violazioni doganali, firmato a New York il 15 novembre 1985.

LEGGE 3 novembre 1988, n. **498.**

Ratifica ed esecuzione della convenzione contro la tortura ed altre pene o trattamenti crudeli, disumani o degradanti, firmata a New York il 10 dicembre 1984.

SOMMARIO

Per informazioni su trattati di cui è parte l'Italia rivolgersi al Ministero degli affari esteri — Servizio trattati — 00100 Roma - Telefono 06/3960050 (Comunicato del Ministero degli affari esteri - «Gazzetta Ufficiale» n. 329 del 1° dicembre 1980).

LEGGI E DECRETI PRESIDENZIALI

LEGGE 27 ottobre 1988, n. **496.**

Ratifica ed esecuzione del protocollo n. 8 alla convenzione sulla salvaguardia dei diritti dell'uomo e delle libertà fondamentali, adottato a Vienna il 19 marzo 1985.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare il protocollo n. 8 alla convenzione sulla salvaguardia dei diritti dell'uomo e delle libertà fondamentali, adottato a Vienna il 19 marzo 1985.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data al protocollo di cui all'articolo 1 a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità a quanto disposto dall'articolo 13 del protocollo stesso.

Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 27 ottobre 1988

COSSIGA

DE MITA, *Presidente del Consiglio dei Ministri*
ANDREOTTI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* VASSALLI

CONVENTION CONTRE LA TORTURE ET AUTRES PEINES OU TRAITEMENTS CRUELS, INHUMAINS OU DÉGRADANTS

NATIONS UNIES
1985

PROTOCOL No. 8
TO THE CONVENTION FOR THE PROTECTION
OF HUMAN RIGHTS AND FUNDAMENTAL FREEDOMS

PROTOCOLE N° 8
À LA CONVENTION DE SAUVEGARDE
DES DROITS DE L'HOMME
ET DES LIBERTÉS FONDAMENTALES

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires du présent Protocole à la Convention de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales, signée à Rome le 4 novembre 1950 (ci-après dénommée « la Convention »),

Considérant qu'il convient d'amender certaines dispositions de la Convention en vue d'améliorer et plus particulièrement d'accélérer la procédure de la Commission européenne des Droits de l'Homme.

Considérant qu'il est également opportun d'amender certaines dispositions de la Convention relatives à la procédure de la Cour européenne des Droits de l'Homme,

Sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE 1

Le texte de l'article 20 de la Convention devient le paragraphe 1 du même article et est complété par quatre paragraphes ainsi rédigés :

« 2. La Commission siège en séance plénière. Toutefois, elle peut constituer en son sein des Chambres, composées chacune d'au moins sept membres. Les Chambres peuvent examiner les requêtes introduites en application de l'article 25 de la présente Convention qui peuvent être traitées sur la base d'une jurisprudence établie ou qui ne soulèvent pas de question grave relative à l'interprétation ou à l'application de la Convention. Dans ces limites, et sous réserve du paragraphe 5 du présent article, les Chambres exercent toutes les compétences confiées à la Commission par la Convention.

Le membre de la Commission élu au titre de la Haute Partie Contractante contre laquelle une requête a été introduite a le droit de faire partie de la Chambre saisie de cette requête.

3. La Commission peut constituer en son sein des Comités, composés chacun d'au moins trois membres, avec le pouvoir de déclarer à l'unanimité, irrecevable ou rayée du rôle, une requête introduite en application de l'article 25, lorsqu'une telle décision peut être prise sans plus ample examen.

4. Une Chambre ou un Comité peut, en tout état de la cause, se dessaisir en faveur de la Commission plénière, laquelle peut aussi évoquer toute requête confiée à une Chambre ou à un Comité.

5. Seule la Commission plénière peut exercer les compétences suivantes :

a. l'examen des requêtes introduites en application de l'article 24 ;

b. la saisine de la Cour conformément à l'article 48 *a* ;

c. l'établissement du règlement intérieur conformément à l'article 36.

ARTICLE 2

L'article 21 de la Convention est complété par un paragraphe 3 ainsi rédigé :

« 3 Les candidats devront jouir de la plus haute considération morale et réunir les conditions requises pour l'exercice de hautes fonctions judiciaires ou être des personnes reconnues pour leurs compétences en droit national ou international.

ARTICLE 3

L'article 23 de la Convention est complété par la phrase ainsi rédigée :

« Durant tout l'exercice de leur mandat, ils ne peuvent assumer de fonctions incompatibles avec les exigences d'indépendance, d'impartialité et de disponibilité inhérentes à ce mandat.

ARTICLE 4

Le texte, modifié, de l'article 28 de la Convention devient le paragraphe 1 du même article et le texte, modifié, de l'article 30 devient le paragraphe 2. Le nouveau texte de l'article 28 se lit comme suit :

« Article 28

1 Dans le cas où la Commission retient la requête :

a. afin d'établir les faits, elle procède à un examen contradictoire de la requête avec les représentants des parties et, s'il y a lieu, à une enquête pour la conduite efficace de laquelle les Etats intéressés fourniront toutes facilités nécessaires, après échange de vues avec la Commission ;

b. elle se met en même temps à la disposition des intéressés en vue de parvenir à un règlement amiable de l'affaire qui s'inspire du respect des Droits de l'Homme, tels que les reconnaît la présente Convention.

2. Si elle parvient à obtenir un règlement amiable, la Commission dresse un rapport qui est transmis aux Etats intéressés, au Comité des Ministres et au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, aux fins de publication. Ce rapport se limite à un bref exposé des faits et de la solution adoptée. »

ARTICLE 5

Au premier alinéa de l'article 29 de la Convention, les mots « à l'unanimité » sont remplacés par les mots « à la majorité des deux-tiers de ses membres ».

ARTICLE 6

La disposition suivante est insérée dans la Convention :

« Article 30

1 A tout moment de la procédure, la Commission peut décider de rayer une requête du rôle lorsque les circonstances permettent de conclure que :

a. le requérant n'entend plus la maintenir, ou

b. le litige a été résolu, ou

c. pour tout autre motif, dont la Commission constate l'existence, il ne se justifie plus de poursuivre l'examen de la requête.

Toutefois, la Commission poursuit l'examen de la requête si le respect des Droits de l'Homme garantis par la Convention l'exige.

2 Si la Commission décide de rayer une requête du rôle après l'avoir retenue, elle dresse un rapport qui comprend un exposé des faits et une décision motivée de radiation du rôle. Le rapport est transmis aux parties ainsi que, pour information, au Comité des Ministres. La Commission peut le publier.

3. La Commission peut décider la réinscription au rôle d'une requête lorsqu'elle estime que les circonstances le justifient. »

ARTICLE 7

A l'article 31 de la Convention, le paragraphe 1 se lit comme suit :

« 1 Si l'examen d'une requête n'a pas pris fin en application des articles 28 (paragraphe 2), 29 ou 30, la Commission rédige un rapport dans lequel elle constate les faits et formule un avis sur le point de savoir si les faits constatés révèlent, de la part de l'Etat intéressé, une violation des obligations qui lui incombent aux termes de la Convention. Les opinions individuelles des membres de la Commission sur ce point peuvent être exprimées dans ce rapport. »

ARTICLE 8

L'article 34 de la Convention se lit comme suit :

« Sous réserve des dispositions des articles 20 (paragraphe 3) et 29, les décisions de la Commission sont prises à la majorité des membres présents et votant. »

ARTICLE 9

L'article 40 de la Convention est complété par un paragraphe 7 ainsi rédigé :

7. Les membres de la Cour siègent à la Cour à titre individuel. Durant tout l'exercice de leur mandat, ils ne peuvent assumer de fonctions incompatibles avec les exigences d'indépendance, d'impartialité et de disponibilité inhérentes à ce mandat. »

ARTICLE 10

L'article 41 de la Convention se lit comme suit :

« La Cour élit son Président et un ou deux Vice-Présidents pour une durée de trois ans. Ils sont rééligibles. »

ARTICLE 11

A la première phrase de l'article 43 de la Convention, le mot « sept » est remplacé par le mot « neuf ».

ARTICLE 12

1. Le présent Protocole est ouvert à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe signataires de la Convention, qui peuvent exprimer leur consentement à être liés par :

a. signature sans réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation, ou

b. signature sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation, suivie de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

2. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

ARTICLE 13

Le présent Protocole entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date à laquelle toutes les Parties à la Convention auront exprimé leur consentement à être liées par le Protocole conformément aux dispositions de l'article 12.

ARTICLE 14

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil :

a. toute signature ;

b. le dépot de tout instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation ;

c. la date d'entrée en vigueur du présent Procotole conformément à l'article 13 ;

d. tout autre acte, notification ou communication ayant trait au présent Protocole.

In witness whereof the undersigned, being duly authorised thereto, have signed this Protocol.

Done at Vienna, this 19th day of March 1985, in English and French, both texts being equally authentic, in a single copy which shall be deposited in the archives of the Council of Europe. The Secretary General of the Council of Europe shall transmit certified copies to each member State of the Council of Europe.

En foi de quoi, les soussignés dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole.

Fait à Vienne, le 19 mars 1985, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats membres du Conseil de l'Europe.

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
ANDREOTTI

TRADUZIONE NON UFFICIALE

PROTOCOLLO N. 8

ALLA CONVENZIONE PER LA SALVAGUARDIA DEI DIRITTI DELL'UOMO E DELLE LIBERTA' FONDAMENTALI

Gli Stati membri del Consiglio d'Europa, firmatari del presente Protocollo alla Convenzione per la salvaguardia dei Diritti dell'Uomo e delle libertà fondamentali, firmata a Roma il 4 novembre 1950 (qui di seguito denominata "la Convenzione"),

Considerando opportuno emendare alcune disposizioni della Convenzione al fine di migliorare e soprattutto accelerare le procedure della Commissione Europea dei Diritti dell'Uomo,

Considerata altresì l'opportunità di emendare alcune disposizioni della Convenzione relative alla procedura della Corte europea dei Diritti dell'Uomo,

Hanno convenuto quanto segue:

ARTICOLO 1

Il testo dell'articolo 20 della Convenzione diventa paragrafo 1 dello stesso articolo che viene completato dai seguenti quattro paragrafi:
«2. La Commissione si riunisce in seduta plenaria. Tuttavia essa potrà istituire nel suo ambito delle Camere, composte ciascuna di almeno sette membri. Le Camere possono esaminare le domande (*) presentate in applicazione dell'art. 25 della presente Convenzione che possono essere giudicate secondo la giurisprudenza stabilita o che non comportano gravi problemi per quanto riguarda l'interpretazione

domande (ricorsi) (vedi nota a fine traduzione)

o l'applicazione della Convenzione. Entro questi limiti e con riserva del paragrafo 5 del presente articolo, le Camere esercitano tutte le competenze affidate alla Commissione dalla Convenzione.

Il membro della Commissione eletto dall'Alta Parte contraente contro la quale è stata presentata la domanda (ricorso) ha il diritto di far parte della Camera investita di detta domanda.

3. La Commissione può istituire nel suo ambito dei Comitati, ciascuno composto almeno da tre membri, con il potere di dichiarare all'unanimità irricevibile o cancellata dal ruolo una domanda (ricorso) presentata in applicazione dell'art. 25, qualora una simile decisione possa essere presa senza un più ampio esame.

4. Una Camera o un Comitato può, in ogni caso, dichiararsi incompetente in favore della Commissione Plenaria, che può altresì avocare a sé tutte le domande (ricorsi) affidate ad una Camera o ad un Comitato.

5. Unicamente la Commissione Plenaria può esercitare le seguenti competenze:

a. esaminare le domande (ricorsi) presentate in applicazione dell'art.24;

b. investire la Corte in conformità all'art. 48a;

c. fissare il regolamento interno in conformità all'art. 36 ».

ARTICOLO 2

L'articolo 21 della Convenzione viene completato dal seguente paragrafo 3:

« 3. I candidati dovranno godere della massima considerazione morale e possedere i requisiti richiesti per l'esercizio di alte funzioni giudiziarie o

essere persone di riconosciuta competenza nel campo del diritto interno o internazionale ».

ARTICOLO 3

L'articolo 23 della Convenzione viene completato dalla seguente frase:

« Durante tutto l'esercizio del loro mandato, non possono assumere funzioni incompatibili con le esigenze di indipendenza, imparzialità e disponibilità inerenti a detto mandato ».

ARTICOLO 4

Il testo modificato dell'articolo 28 della Convenzione diventa il parafrafo 1 dello stesso articolo ed il testo modificato dell'art. 30 diventa il paragrafo 2. Il nuovo testo dell'articolo 28 è il seguente:

Articolo 28

«1. Nel caso in cui la Commissione accolga la domanda (ricorso):

a. al fine di stabilire i fatti, procede ad un esame in contraddittorio della domanda (ricorso) con i rappresentanti delle parti e, se del caso, ad una inchiesta per la quale gli Stati interessati forniranno tutte le facilitazioni necessarie, dopo uno scambio di vedute con la Commissione;

b. nel contempo essa si mette a disposizione degli interessati al fine di pervenire ad una composizione amichevole della controversia sulla base del rispetto dei Diritti dell'Uomo quali li riconosce la presente Convenzione.

2. Se si perviene ad una composizione amichevole, la Commissione redige un rapporto che viene trasmesso agli Stati interessati, al Comitato dei Ministri

ed al Segretario Generale del Consiglio d'Europa, per la pubblicazione . Tale rapporto si limita ad una breve esposizione dei fatti e della soluzione adottata ».

ARTICOLO 5

Al primo comma dell'articolo 29 della Convenzione, le parole "all'unanimità" vengono sostituire dalle parole "a maggioranza dei due terzi dei suoi membri".

ARTICOLO 6

Nella Convenzione viene inserita la seguente disposizione:

Articolo 30

«1. La Commissione può decidere, in qualunque momento della procedura, di cancellare una domanda (ricorso) dal ruolo qualora le circostanze portino al la seguente conclusione:

a. il ricorrente non intende mantenere il ricorso, o

b. la controversia è stata risolta, o

c. il proseguimento dell'esame del ricorso non è giustificato da nessun altro motivo, di cui la Commissione constati l'esistenza.

La Commissione prosegue tuttavia l'esame della domanda (ricorso) qualora il rispetto dei Diritti dell'Uomo garantiti dalla Convenzione lo esiga.

2. Se la Commissione decide di cancellare un ricorso dal ruolo, dopo essersi dichiarata competente, redige un rapporto nel quale espone i fatti e le decisioni motivate della cancellazione della domanda (ricorso) dal ruolo. Il rapporto viene trasmesso alle parti nonchè, per conoscenza, al Comitato dei Ministri. La Commissione può pubblicarlo.

3. La Commissione può decidere la nuova iscrizione al ruolo di un ricorso qualora ritenga che le circostanze lo giustifichino».

ARTICOLO 7

Il paragrafo 1 dell'articolo 31 della Convenzione viene così modificato:

1. Se l'esame del ricorso non si esaurisce in applicazione degli art. 28 (par.2), 29 o 30, la Commissione redige un rapporto nel quale constata i fatti e formula un parere per sapere se i fatti constatati rivelano, da parte dello Stato interessato, una violazione degli obblighi impostigli dalla Convenzione. In questo rapporto i membri della Commissione possono esprimere le loro opinioni individuali."

ARTICOLO 8

L'articolo 34 della Convenzione viene modificato come segue:

"Fatte salve le disposizioni degli art. 20 (par. 3) e 29, le decisioni della Commissione sono prese a maggioranza dei membri presenti e votanti."

ARTICOLO 9

L'articolo 40 dellla Convenzione viene completato dal seguente paragrafo 7:

"I membri della Corte partecipano alla Corte a titolo individuale. Durante l'esercizio del loro mandato, non possono assumere funzioni incompatibili con le esigenze di indipendenza, imparzialità e disponibilità inerenti a detto mandato."

ARTICOLO 10

L'articolo 41 della Convenzione viene modificato come segue: «La Corte elegge il suo Presidente e uno o due Vice Presidenti per una durata di tre anni. Essi sono rieleggibili».

ARTICOLO 11

Nella prima fase dell'articolo 43 della Convenzione, il termine "sette" viene sostituito dal termine "nove".

ARTICOLO 12

1. Il presente Protocollo è aperto alle firme degli Stati membri del Consiglio d'Europa firmatari della Convenzione, che possono esprimere il loro consenso ad essere vincolati con:

a) la firma senza riserva di ratifica, accettazione o approvazione, o

b) la firma con riserva di ratifica, accettazione o approvazione seguita da ratifica, accettazione o approvazione.

2. Gli strumenti di ratifica, accettazione o approvazione saranno depositati presso il Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

ARTICOLO 13

Il presente Protocollo entrerà in vigore il primo giorno del mese susccessivo allo scadere di un periodo di tre mesi dopo la data in cui tutte le Parti alla Convenzione avranno espresso il loro consenso ad essere vincolati dal Protocollo in conformità alle disposizioni dell'articolo 12.

ARTICOLO 14

Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa notificherà agli Stati Membri del Consiglio:

a) ogni firma;

b) il deposito di ogni strumento di ratifica accettazione o approvazione;

c) la data di entrata in vigore del presente Protocollo in conformità all'articolo 13;

d) ogni altro atto, notifica o comunicazione riguardante il presente Protocollo.

In fede di che, i sottoscritti, debitamente autorizzati a tal fine, hanno firmato il presente Protocollo.

Fatto a Vienna, il 19 marzo 1985, in francese ed in inglese, i due testi facenti ugualmente fede, in un unico esemplare che sarà depositato negli Archivi del Consiglio d'Europa.

Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa ne invierà copia certificata conforme a ciascuno degli Stati membri del Consiglio d'Europa.

(*) Nella Convenzione dei diritti dell'Uomo (firmata a Roma il 4 novembre 1950) il termine francese "requête" è stato tradotto in italiano con il termine "domanda"; nel tradurre il presente Protocollo si è mantenuto lo stesso termine per non creare confusione mettendo tra parentesi il termine "ricorso" che sarebbe l'esatta traduzione del suddetto termine in questo contesto.

LAVORI PREPARATORI

Senato della Repubblica (atto n. 668):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (ANDREOTTI) il 24 novembre 1987.

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 10 febbraio 1988, con pareri delle commissioni 1ª e 2ª.

Esaminato dalla 3ª commissione il 19 maggio 1988.

Relazione scritta annunciata il 1° giugno 1988 (atto n. 668/*A* - relatore sen. GRANELLI).

Esaminato in aula e approvato il 2 giugno 1988.

Camera dei deputati (atto n. 2831):

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 13 giugno 1988, con pareri delle commissioni I e II.

Esaminato dalla III commissione il 6 luglio 1988.

Relazione scritta annunciata il 28 luglio 1988 (atto n. 2831/*A* - relatore on. MARTINI).

Esaminato in aula l'11 ottobre 1988 e approvato il 13 ottobre 1988.

88G0545

LEGGE 27 ottobre 1988, n. 497.

Ratifica ed esecuzione dell'accordo di mutua assistenza amministrativa tra la Repubblica italiana e gli Stati Uniti d'America per la prevenzione e la repressione delle violazioni doganali, firmato a New York il 15 novembre 1985.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'accordo di mutua assistenza amministrativa tra la Repubblica italiana e gli Stati Uniti d'America per la prevenzione e la repressione delle violazioni doganali, firmato a New York il 15 novembre 1985.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data all'accordo di cui all'articolo 1 a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 18 dell'accordo stesso.

Art. 3.

1. All'eventuale onere derivante dall'applicazione della presente legge si provvede a carico del capitolo 1022 dello stato di previsione della spesa del Ministero delle finanze per l'anno finanziario 1988 e corrispondenti capitoli per gli anni successivi.

2. Il Ministro del tesoro è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

Art. 4.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 27 ottobre 1988

COSSIGA

DE MITA, *Presidente del Consiglio dei Ministri*
ANDREOTTI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* VASSALLI

ACCORDO

DI MUTUA ASSISTENZA AMMINISTRATIVA TRA LA REPUBBLICA ITALIANA E GLI STATI UNITI D'AMERICA PER LA PREVENZIONE E LA REPRESSIONE DELLE VIOLAZIONI DOGANALI

Il Governo della Repubblica italiana ed il Governo degli Stati Uniti d'America:

Considerato che le violazioni alle leggi doganali pregiudicano gli interessi economici, fiscali e commerciali dei rispettivi Paesi;

Considerata l'importanza di garantire sia la corretta applicazione dei dazi e degli altri tributi da riscuotere alla importazione ed alla esportazione delle merci e sia ogni altro relativo controllo;

Convinti che l'azione contro le violazioni doganali puó essere resa piú efficace attraverso la cooperazione fra le due Amministrazioni doganali;

Tenuta presente la raccomandazione del Consiglio di cooperazione doganale sulla mutua assistenza amministrativa del 5 dicembre 1953;

Hanno convenuto quanto segue:

Articolo 1.

Scopo dell'Accordo

1. Le Amministrazioni doganali delle Parti Contraenti si prestano mutua assistenza, nei modi ed alle condizioni previste dal presente Accordo, allo scopo di prevenire, ricercare e reprimere le violazioni alle rispettive legislazioni doganali.

2. Tutte le attività svolte dalle Parti Contraenti in base al presente Accordo devono essere attuate in conformità alle leggi dei rispettivi Paesi.

3. Il presente Accordo deve essere interpretato in modo tale da non limitare l'attuale prassi di mutua assistenza fra le Parti Contraenti.

Articolo 2.

Definizioni

Ai fini del presente Accordo si intendono:

a) per «legislazione doganale», l'insieme delle disposizioni legislative e regolamentari applicabili dalle Amministrazioni doganali in relazione all'importazione, alla esportazione, al trasbordo, al transito, al deposito delle merci, alla valuta ed agli altri mezzi di pagamento, ivi incluse sia la riscossione, la restituzione e la garanzia dei dazi doganali e degli altri diritti riscossi dalle Amministrazioni doganali, sia le misure di proibizione, di restrizione o di controllo, con esclusione delle leggi che regolano il controllo dei cambi.

Nella Repubblica italiana l'espressione «dazi doganali» comprende anche i prelievi, le restituzioni e tutti gli altri diritti, all'importazione ed alla esportazione, stabiliti in applicazione del Trattato che istituisce la Comunità economica europea;

b) la mutua assistenza include anche i procedimenti relativi ai «danni liquidati»;

c) per «Amministrazione doganale», lo U.S. Customs Service, negli Stati Uniti, e l'Amministrazione doganale, compresa la Guardia di finanza, in Italia;

d) per «violazione», qualsiasi infrazione o tentativo di infrazione alla legislazione di cui al precedente punto *a*).

Articolo 3.

Assistenza

1. Le Amministrazioni doganali delle Parti Contraenti si comunicano, a richiesta, ogni informazione atta ad assicurare l'esatta percezione dei dazi doganali e degli altri diritti di importazione e di esportazione, ed in particolare quelle informazioni che sono di natura tale da facilitare la determinazione del valore in dogana, della posizione tariffaria, nonchè dell'origine delle merci.

Tuttavia, ferme restando le disposizioni di cui all'articolo 7 del presente Accordo, le informazioni saranno fornite spontaneamente in caso di qualsiasi violazione che comporti grave pregiudizio all'economia, alla salute pubblica, alla sicurezza o ad altro interesse vitale dell'altro Paese.

2. L'Amministrazione interpellata, se non dispone dell'informazione richiesta, fa svolgere ogni possibile indagine nel quadro delle disposizioni legislative e regolamentari applicabili nel proprio Paese.

3. Se l'Ufficio doganale interpellato non è competente a soddisfare la richiesta, trasmette la richiesta stessa all'Ufficio competente.

4. L'Amministrazione doganale di ciascuna Parte Contraente comunica all'Amministrazione dell'altra Parte Contraente ogni informazione ritenuta utile circa le violazioni alla legislazione doganale e, in particolare, i nuovi mezzi e le tecniche usati per commetterle; trasmette altresì copie o estratti dei rapporti redatti dai propri servizi di ricerca relativi ai particolari procedimenti adoperati per commettere le violazioni in questione.

Articolo 4.

Elenchi di merci

1. Le Amministrazioni doganali delle Parti Contraenti si scambiano le liste di merci che sono note come costituenti oggetto, all'importazione, all'esportazione o in transito, di traffico effettuato in violazione alle rispettive legislazioni doganali.

2. Qualora l'Amministrazione doganale di una Parte Contraente constati esportazioni a destinazione dell'altra Parte Contraente di merci comprese nelle liste di cui al paragrafo 1 in misura tale che sembri costituire pericolo di grave pregiudizio per l'economia dell'altra Parte Contraente, ne informa subito e d'iniziativa l'Amministrazione doganale di quest'ultima Parte.

Articolo 5.

Sorveglianza speciale

L'Amministrazione doganale di ciascuna delle due Parti Contraenti esercita, di propria iniziativa o a richiesta, e per quanto possibile, una speciale sorveglianza nei limiti della propria competenza:

a) sui movimenti in entrata e in uscita dal proprio territorio di persone sospette di commettere professionalmente o abitualmente violazioni alle disposizioni doganali dell'altra Parte Contraente;

b) sui luoghi in cui siano stati istituiti depositi anormali di merci che facciano supporre che tali depositi non abbiano altro scopo che quello di favorire un traffico in violazione alla legislazione doganale dell'altra Parte Contraente;

c) sui movimenti delle merci e dei mezzi valutari che l'altra Parte Contraente abbia segnalato quale oggetto di un importante traffico verso il suo territorio in violazione alla propria legislazione doganale;

d) sui veivoli, sui natanti e sugli aeromobili sospetti di essere utilizzati per commettere violazioni alla legislazione doganale dell'altra Parte Contraente;.

e) sulle autovetture di sospetta provenienza furtiva;

f) sulle persone che la Parte richiedente sa o sospetta che siano implicate in qualche infrazione.

Articolo 6.

Attestazione di entrata

Le Amministrazioni doganali delle due Parti Contraenti si forniscono scambievolmente, a richiesta, ogni informazione comprovante che le merci esportate da uno verso l'altro Stato sono state introdotte nel territorio di quest'ultimo in conformità con le leggi ed i regolamenti ivi vigenti, precisando eventualmente il regime doganale sotto il quale tali merci sono state poste.

Articolo 7.

Documentazione

L'Amministrazione doganale di una Parte Contraente comunica all'Amministrazione doganale dell'altra Parte Contraente, di propria iniziativa o a richiesta, sotto forma di relazioni, processi verbali o copie certificate conformi di documenti, tutte le informazioni di cui dispone, relative ad operazioni attuate o progettate che costituiscano o sembrino costituire violazione alla legislazione doganale di questa ultima Parte.

Articolo 8.

Servizi di ricerca

Le Amministrazioni doganali delle Parti Contraenti adottano disposizioni affinchè i loro servizi di ricerca mantengano rapporti diretti allo scopo di facilitare, mediante lo scambio di informazioni, la prevenzione, la ricerca e la repressione delle violazioni alla legislazione doganale dei rispettivi Paesi.

Articolo 9.

Testimoni

1. I funzionari debitamente autorizzati dall'Amministrazione doganale di una delle Parti Contraenti possono, con il consenso dell'Amministrazione doganale dell'altra Parte Contraente ed ai fini delle indagini su una violazione doganale specifica, raccogliere negli uffici di quest'ultima Amministrazione ogni informazione risultante dalle scritture, dai registri e dagli altri documenti tenuti da tali uffici per l'applicazione delle leggi doganali. Detti funzionari possono essere autorizzati a prendere copie di tali scritture, registri e di altri documenti.

2. L'Amministrazione doganale di ciascuna Parte Contraente può autorizzare, su richiesta dell'altra Parte Contraente, che i propri agenti depongano, nei limiti dell'autorizzazione, come testimoni o esperti nei procedimenti civili, penali e amministrativi, riguardanti materia doganale, instaurati nello Stato dell'altra Parte Contraente.

Articolo 10.

Audizioni

1. A richiesta dell'Amministrazione doganale di una Parte Contraente, l'Amministrazione doganale dell'altra Parte, cui è rivolta tale richiesta, fa procedere, per quanto possibile, a tutte le indagini necessarie, ivi compreso l'interrogatorio di persone sospette di aver commesso una violazione alla legislazione doganale, nonchè di testimoni e di esperti.

Essa comunica i risultati di tali indagini all'Amministrazione richiedente.

2. Si procede a tali indagini nel quadro delle leggi e dei regolamenti applicabili nel Paese cui la richiesta è rivolta.

Articolo 11.

Uso documenti

1. Le Amministrazioni doganali delle Parti Contraenti possono utilizzare nei procedimenti civili, penali ed amministrativi, le informazioni ed i documenti ottenuti in conformità del presente Accordo, nei limiti ed alle condizioni stabiliti dal rispettivo ordinamento giuridico nazionale.

2. A richiesta di una delle Parti Contraenti, i documenti saranno forniti, ove occorra, autenticati da funzionari a tal fine designati dall'Amministrazione doganale.

Articolo 12.

Notifiche

A richiesta dell'Amministrazione doganale di una Parte Contraente, l'Amministrazione doganale dell'altra Parte, cui è stata rivolta la richiesta, notifica agli interessati o fa loro notificare a mezzo delle Autorità competenti, con l'osservanza delle disposizioni in vigore in questo Paese, tutti gli atti e le decisioni emanati dalle Autorità amministrative, concernenti l'applicazione della legislazione doganale.

Articolo 13.

Spese

Le Parti Contraenti rinunciano reciprocamente a qualsiasi richiesta di rimborsi di spese derivanti dall'applicazione del presente Accordo, tranne quelle che riguardano le indennità versate agli agenti di cui all'articolo 9, paragrafo 2, che sono a carico dello Stato richiedente.

Articolo 14.

Esonero di assistenza

1. Le Parti Contraenti non sono tenute a prestare l'assistenza prevista dal presente Accordo nel caso che tale assistenza sia pregiudizievole alla sovranità, alla sicurezza, all'ordine pubblico o ad altri interessi fondamentali dei propri Stati.

Ogni rifiuto di assistenza deve essere motivato.

2. Qualora una Parte Contraente formuli una richiesta che essa stessa non sarebbe in grado di soddisfare nel caso inverso, detta Parte deve far presente tale circostanza.

La Parte interpellata decide liberamente quale seguito dare alla richiesta ricevuta.

Articolo 15.

Riservatezza

1. Le informazioni, le comunicazioni ed i documenti, ottenuti ai termini del presente Accordo, sono considerati di carattere riservato e possono essere utilizzati unicamente ai fini del presente Accordo.

Essi possono essere comunicati ad organi diversi da quelli che devono utilizzarli a tali fini, solo se l'Autorità che li ha forniti lo consenta esplicitamente e sempre che la legislazione propria dell'Autorità che li ha ricevuti non vieti tale comunicazione.

2. Le richieste, le informazioni, le perizie e le altre comunicazioni, di cui l'Amministrazione doganale di una Parte Contraente dispone in virtù del presente Accordo, godono della protezione accordata dalla legge nazionale di tale Parte ai documenti di carattere interno ed alle informazioni aventi la stessa natura.

Articolo 16.

Modalità di attuazione

L'assistenza prevista dal presente Accordo viene esercitata direttamente tra le Amministrazioni doganali delle Parti Contraenti. Le due Amministrazioni doganali stabiliscono di comune accordo, previa consultazione, le modalità di pratica attuazione.

Una Commissione mista composta da rappresentanti delle Amministrazioni doganali di ambedue le Parti Contraenti è incaricata di esaminare i problemi concernenti l'applicazione del presente Accordo.

Articolo 17.

Applicazione territoriale

Il presente Accordo si applica ai territori soggetti alla sovranità delle Parti Contraenti.

Esso è altresì applicabile alle Isole Vergini degli Stati Uniti d'America.

Articolo 18.

Entrata in vigore e cessazione

1. Il presente Accordo è soggetto ad approvazione secondo le procedure costituzionali proprie delle Parti Contraenti che si notificano l'espletamento delle procedure stesse a tal fine necessarie.

2. Esso entra in vigore il primo giorno del secondo mese successivo alla data delle notifiche di cui al paragrafo 1.

3. Puó essere denunciato da ciascuna Parte Contraente in ogni momento per iscritto, per via diplomatica. In tal caso cesserà di avere effetto sei mesi dopo la ricezione della notifica.

In fede di che i Plenipotenziari hanno firmato il presente Accordo.

Fatto a New York il 16 novembre 1985 in due esemplari in lingua italiana ed inglese, i due testi facenti egualmente fede.

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
ANDREOTTI

LAVORI PREPARATORI

Senato della Repubblica (atto n. 591):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (ANDREOTTI) il 6 novembre 1987.

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 26 gennaio 1988, con pareri delle commissioni 1ª, 2ª, 5ª e 6ª.

Esaminato dalla 3ª commissione l'11 maggio 1988.

Relazione scritta annunciata il 1° giugno 1988 (atto n. 591/*A* - relatore sen. TAGLIAMONTE).

Esaminato in aula e approvato il 2 giugno 1988.

Camera dei deputati (atto n. 2821):

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 13 giugno 1988, con pareri delle commissioni I, II, V, VI, IX e X.

Esaminato dalla III commissione il 29 giugno 1988.

Relazione scritta annunciata il 27 luglio 1988 (atto n. 2821/*A* - relatore on. PORTATADINO).

Esaminato in aula l'11 ottobre 1988 e approvato il 13 ottobre 1988.

88G0546

LEGGE 3 novembre 1988, n. 498.

Ratifica ed esecuzione della convenzione contro la tortura ed altre pene o trattamenti crudeli, disumani o degradanti, firmata a New York il 10 dicembre 1984.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione contro la tortura ed altre pene o trattamenti crudeli, disumani o degradanti, firmata a New York il 10 dicembre 1984.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo 1 a decorrere dalla sua entrata in vigore, in conformità a quanto disposto dall'articolo 27 della convenzione stessa.

Art. 3.

1. È punito, secondo la legge italiana, a richiesta del Ministro di grazia e giustizia:

a) il cittadino che commette all'estero un fatto costituente reato che sia qualificato atto di tortura dall'articolo 1 della convenzione;

b) lo straniero che commette all'estero uno dei fatti indicati alla lettera *a)* in danno di un cittadino italiano;

c) lo straniero che commette all'estero uno dei fatti indicati alla lettera *a)*, quando si trovi sul territorio dello Stato e non ne sia disposta l'estradizione.

Art. 4.

1. All'onere derivante dall'attuazione della presente legge, valutato in lire 20 milioni annui per il triennio 1988-1990, si provvede mediante corrispondente riduzione dello stanziamento iscritto, ai fini del bilancio triennale 1988-1990, al capitolo 6856 dello stato di previsione del Ministero del tesoro per l'anno finanziario 1988, all'uopo parzialmente utilizzando l'accantonamento predisposto per «Ratifica ed esecuzione di accordi internazionali ed interventi diversi».

2. Il Ministro del tesoro è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

Art. 5.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 3 novembre 1988

COSSIGA

DE MITA, *Presidente del Consiglio dei Ministri*
ANDREOTTI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* VASSALLI

CONVENTION CONTRE LA TORTURE ET AUTRES PEINES OU TRAITEMENTS CRUELS, INHUMAINS OU DÉGRADANTS

NATIONS UNIES
1985

Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

Les Etats parties à la présente Convention,

Considérant que, conformément aux principes proclamés dans la Charte des Nations Unies, la reconnaissance des droits égaux et inaliénables de tous les membres de la famille humaine est le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde,

Reconnaissant que ces droits procèdent de la dignité inhérente à la personne humaine,

Considérant que les Etats sont tenus, en vertu de la Charte, en particulier de l'Article 55, d'encourager le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

Tenant compte de l'article 5 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de l'article 7 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques qui prescrivent tous deux que nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants,

Tenant comote également de la Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, adoptée par l'Assemblée générale le 9 décembre 1975,

Désireux d'accroître l'efficacité de la lutte contre la torture et les autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants dans le monde entier,

Sont convenus de ce qui suit :

PREMIERE PARTIE

Article premier

1. Aux fins de la présente Convention, le terme "torture" désigne tout acte par lequel une douleur ou des souffrances aiguës, physiques ou mentales, sont intentionnellement infligées à une personne aux fins notamment d'obtenir d'elle ou d'une tierce personne des renseignements ou des aveux, de la punir d'un acte qu'elle ou une tierce personne a commis ou est soupçonnée d'avoir commis, de l'intimider ou de faire pression sur elle ou d'intimider ou de faire pression sur une tierce personne, ou pour tout autre motif fondé sur une forme de discrimination quelle qu'elle soit, lorsqu'une telle douleur ou de telles souffrances sont infligées par un agent de la fonction publique ou toute autre personne agissant à titre officiel ou à son instigation ou avec son consentement exprès ou tacite. Ce terme ne s'étend pas à la douleur ou aux souffrances résultant uniquement de sanctions légitimes, inhérentes à ces sanctions ou occasionnées par elles.

2. Cet article est sans préjudice de tout instrument international ou de toute loi nationale qui contient ou peut contenir des dispositions de portée plus large.

Article 2

1. Tout Etat partie prend des mesures législatives, administratives, judiciaires et autres mesures efficaces pour empêcher que des actes de torture soient commis dans tout territoire sous sa juridiction.

2. Aucune circonstance exceptionnelle, quelle qu'elle soit, qu'il s'agisse de l'état de guerre ou de menace de guerre, d'instabilité politique intérieure ou de tout autre état d'exception, ne peut être invoquée pour justifier la torture.

3. L'ordrè d'un supérieur ou d'une autorité publique ne peut être invoqué pour justifier la torture.

Article 3

1. Aucun Etat partie n'expulsera, ne refoulera, ni n'extradera une personne vers un autre Etat où il y a des motifs sérieux de croire qu'elle risque d'être soumise à la torture.

2. Pour déterminer s'il y a de tels motifs, les autorités compétentes tiendront compte de toutes les considérations pertinentes, y compris, le cas échéant, de l'existence, dans l'Etat intéressé, d'un ensemble de violations systématiques des droits de l'homme, graves, flagrantes ou massives.

Article 4

1. Tout Etat partie veille à ce que tous les actes de torture constituent des infractions au regard de son droit pénal. Il en est de même de la tentative de pratiquer la torture ou de tout acte commis par n'importe quelle personne qui constitue une complicité ou une participation à l'acte de torture.

2. Tout Etat partie rend ces infractions passibles de peines appropriées qui prennent en considération leur gravité.

Article 5

1. Tout Etat partie prend les mesures nécessaires pour établir sa compétence aux fins de connaître des infractions visées à l'article 4 dans les cas suivants :

a) Quand l'infraction a été commise sur tout territoire sous la juridiction dudit Etat ou à bord d'aéronefs ou de navires immatriculés dans cet Etat;

b) Quand l'auteur présumé de l'infraction est un ressortissant dudit Etat;

c) Quand la victime est un ressortissant dudit Etat et que ce dernier le juge approprié.

2. Tout Etat partie prend également les mesures nécessaires pour établir sa compétence aux fins de connaître desdites infractions dans le cas où l'auteur présumé de celles-ci se trouve sur tout territoire sous sa juridiction et où ledit Etat ne l'extrade pas conformément à l'article 8 vers l'un des Etats visés au paragraphe du présent article.

3. La présente Convention n'écarte aucune compétence pénale exercée conformément aux lois nationales.

Article 6

1. S'il estime que les circonstances le justifient, après avoir examiné les renseignements dont il dispose, tout Etat partie sur le territoire duquel se trouve une personne soupçonnée d'avoir commis une infraction visée à l'article 4 assure la détention de cette personne ou prend toutes autres mesures juridiques nécessaires pour assurer sa présence. Cette détention et ces mesures doivent être conformes à la législation dudit Etat; elles ne peuvent être maintenues que pendant le délai nécessaire à l'engagement de poursuites pénales ou d'une procédure d'extradition.

2. Ledit Etat procède immédiatement à une enquête préliminaire en vue d'établir les faits.

3. Toute personne détenue en application du paragraphe 1 du présent article peut communiquer immédiatement avec le plus proche représentant qualifié de l'Etat dont elle a la nationalité ou, s'il s'agit d'une personne apatride, avec le représentant de l'Etat où elle réside habituellement.

4. Lorsqu'un Etat a mis une personne en détention, conformément aux dispositions du présent article, il avise immédiatement de cette détention et des circonstances qui la justifient les Etats visés au paragraphe 1 de l'article 5. L'Etat qui procède à l'enquête préliminaire visée au paragraphe 2 du présent article en communique rapidement les conclusions auxdits Etats et leur indique s'il entend exercer sa compétence.

Article 7

1. L'Etat partie sur le territoire sous la juridiction duquel l'auteur présumé d'une infraction visée à l'article 4 est découvert, s'il n'extrade pas ce dernier, soumet l'affaire, dans les cas visés à l'article 5, à ses autorités compétentes pour l'exercice de l'action pénale.

2. Ces autorités prennent leur décision dans les mêmes conditions que pour toute infraction de droit commun de caractère grave en vertu du droit de cet Etat. Dans les cas visés au paragraphe 2 de l'article 5, les règles de preuve qui s'appliquent aux poursuites et à la condamnation ne sont en aucune façon moins rigoureuses que celles qui s'appliquent dans les cas visés au paragraphe 1 de l'article 5.

3. Toute personne poursuivie pour l'une quelconque des infractions visées à l'article 4 bénéficie de la garantie d'un traitement équitable à tous les stades de la procédure.

Article 8

1. Les infractions visées à l'article 4 sont de plein droit comprises dans tout traité d'extradition conclu entre Etats parties. Les Etats parties s'engagent à comprendre lesdites infractions dans tout traité d'extradition à conclure entre eux.

2. Si un Etat partie qui subordonne l'extradition à l'existence d'un traité est saisi d'une demande d'extradition par un autre Etat partie avec lequel il n'est pas lié par un traité d'extradition, il peut considérer la présente Convention comme constituant la base juridique de l'extradition en ce qui concerne lesdites infractions. L'extradition est subordonnée aux autres conditions prévues par le droit de l'Etat requis.

3. Les Etats parties qui ne subordonnent pas l'extradition à l'existence d'un traité reconnaissant lesdites infractions comme cas d'extradition entre eux dans les conditions prévues par le droit de l'Etat requis.

4. Entre Etats parties lesdites infractions sont considérées aux fins d'extradition comme ayant été commises tant au lieu de leur perpétration que sur le territoire sous la juridiction des Etats tenus d'établir leur compétence en vertu du paragraphe 1 de l'article 5.

Article 9

1. Les Etats parties s'accordent l'entraide judiciaire la plus large possible dans toute procédure pénale relative aux infractions visées à l'article 4, y compris en ce qui concerne la communication de tous les éléments de preuve dont ils disposent et qui sont nécessaires aux fins de la procédure.

2. Les Etats parties s'acquittent de leurs obligations en vertu du paragraphe 1 du présent article en conformité avec tout traité d'entraide judiciaire qui peut exister entre eux.

Article 10

1. Tout Etat partie veille à ce que l'enseignement et l'information concernant l'interdiction de la torture fassent partie intégrante de la formation du personnel civil ou militaire chargé de l'application des lois, du personnel médical, des agents de la fonction publique et des autres personnes qui peuvent intervenir dans la garde, l'interrogatoire ou le traitement de tout individu arrêté, détenu ou emprisonné de quelque façon que ce soit.

2. Tout Etat partie incorpore ladite interdiction aux règles ou instructions édictées en ce qui concerne les obligacions et les attributions de telles personnes.

Article 11

Tout Etat partie exerce une surveillance systématique sur les règles, instructions, méthodes et pratiques d'interrogatoire et sur les dispositions concernant la garde et le traitement des personnes arrêtées, détenues ou emprisonnées de quelque façon que ce soit sur tout territoire sous sa juridiction, en vue d'éviter tout cas de torture.

Article 12

Tout Etat partie veillè à ce que les autorités compétentes procèdent immédiatement à une enquête impartiale chaque fois qu'il y a des motifs raisonnables de croire qu'un acte de torture a été commis sur tout territoire sous sa juridiction.

Article 13

Tout Etat partie assure à toute personne qui prétend avoir été soumise à la torture sur tout territoire sous sa juridiction le droit de porter plainte devant les autorités compétentes dudit Etat qui procéderont immédiatement et impartialement à l'examen de sa cause. Des mesures seront prises pour assurer la protection du plaignant et des témoins contre tout mauvais traitement ou toute intimidation en raison de la plainte déposée ou de toute déposition faite.

Article 14

1. Tout Etat partie garantit, dans son système juridique, à la victime d'un acte de torture, le droit d'obtenir réparation et d'être indemnisée équitablement et de manière adéquate, y compris les moyens nécessaires à sa réadaptation la plus complète possible. En cas de mort de la victime résultant d'un acte de torture, les ayants cause de celle-ci ont droit à indemnisation.

2. Le présent article n'exclut aucun droit à indemnisation qu'aurait la victime ou toute autre personne en vertu des lois nationales.

Article 15

Tout Etat partie veille à ce que toute déclaration dont il est établi qu'elle a été obtenue par la torture ne puisse être invoquée comme un élément de preuve dans une procédure, si ce n'est contre la personne accusée de torture pour établir qu'une déclaration a été faite.

Article 16

1. Tout Etat partie s'engage à interdire dans tout territoire sous sa juridiction d'autres actes constitutifs de peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants qui ne sont pas des actes de torture telle qu'elle est définie à l'article premier lorsque de tels actes sont commis par un agent de la fonction publique ou toute autre personne agissant à titre officiel, ou à son instigation ou avec son consentement exprès ou tacite. En particulier, les obligations énoncées aux articles 10, 11, 12 et 13 sont applicables moyennant le remplacement de la mention de la torture par la mention d'autres formes de peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

2. Les dispositions de la présente Convention sont sans préjudice des dispositions de tout autre instrument international ou de la loi nationale qui interdisent les peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, ou qui ont trait à l'extradition ou à l'expulsion.

DEUXIEME PARTIE

Article 17

1. Il est institué un Comité contre la torture (ci-après dénommé le Comité) qui a les fonctions définies ci-après. Le Comité est composé de dix experts de haute moralité et possédant une compétence reconnue dans le domaine des droits de l'homme, qui siègent à titre personnel. Les experts sont élus par les Etats parties, compte tenu d'une répartition géographique équitable et de l'intérêt que présente la participation aux travaux du Comité de quelques personnes ayant une expérience juridique.

2. Les membres du Comité sont élus au scrutin secret sur une liste de candidats désignés par les Etats parties. Chaque Etat partie peut désigner un candidat choisi parmi ses ressortissants. Les Etats parties tiennent compte de l'intérêt qu'il y a à désigner des candidats qui soient également membres du Comité des droits de l'homme institué en vertu du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et qui soient disposés à siéger au Comité contre la torture.

3. Les membres du Comité sont élus au cours de réunions biennales des Etats parties convoquées par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. A ces réunions, où le quorum est constitué par les deux tiers des Etats parties, sont élus membres du Comité les candidats qui obtiennent le plus grand nombre de voix et la majorité absolue des votes des représentants des Etats parties présents et votants.

4. La première élection aura lieu au plus tard six mois après la date d'entrée en vigueur de la présente Convention. Quatre mois au moins avant la date de chaque élection, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies envoie une lettre aux Etats parties pour les inviter à présenter leurs candidatures dans un délai de trois mois. Le Secrétaire général dresse une liste par ordre alphabétique de tous les candidats ainsi désignés, avec indication des Etats parties qui les ont désignés, et la communique aux Etats parties.

5. Les membres du Comité sont élus pour quatre ans. Ils sont rééligibles s'ils sont présentés à nouveau. Toutefois, le mandat de cinq des membres élus lors de la première élection prendra fin au bout de deux ans; immédiatement après la première élection, le nom de ces cinq membres sera tiré au sort par le président de la réunion mentionnée au paragraphe 3 du présent article.

6. Si un membre du Comité décède, se démet de ses fonctions ou n'est plus en mesure pour quelque autre raison de s'acquitter de ses attributions au Comité, l'Etat partie qui l'a désigné nomme parmi ses ressortissants un autre expert qui siège au Comité pour la partie du mandat restant à courir, sous réserve de l'approbation de la majorité des Etats parties. Cette approbation est considérée comme acquise à moins que la moitié des Etats parties ou davantage n'émettent une opinion défavorable dans un délai de six semaines à compter du moment où ils ont été informés par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de la nomination proposée.

7. Les Etats parties prennent à leur charge les dépenses des membres du Comité pour la période où ceux-ci s'acquittent de fonctions au Comité.

Article 18

1. Le Comité élit son bureau pour une période de deux ans. Les membres du bureau sont rééligibles.

2. Le Comité établit lui-même son règlement intérieur; celui-ci doit, toutefois, contenir notamment les dispositions suivantes :

a) Le quorum est de six membres;

b) Les décisions du Comité sont prises à la majorité des membres présents.

3. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies met à la disposition du Comité le personnel et les installations matérielles qui lui sont nécessaires pour s'acquitter efficacement des fonctions qui lui sont confiées en vertu de la présente Convention.

4. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies convoque les membres du Comité pour la première réunion. Après sa première réunion, le Comité se réunit à toute occasion prévue par son règlement intérieur.

5. Les Etats parties prennent à leur charge les dépenses occasionnées par la tenue de réunions des Etats parties et du Comité, y compris le remboursement à l'Organisation des Nations Unies de tous frais, tels que dépenses de personnel et coût d'installations matérielles, que l'Organisation aura engagés conformément au paragraphe 3 du présent article.

Article 19

1. Les Etats parties présentent au Comité, par l'entremise du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, des rapports sur les mesures qu'ils ont prises pour donner effet à leurs engagements en vertu de la présente Convention, dans un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur de la Convention pour l'Etat partie intéressé. Les Etats parties présentent ensuite des rapports complémentaires tous les quatre ans sur toutes nouvelles mesures prises, et tous autres rapports demandés par le Comité.

2. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies transmet les rapports à tous les Etats parties.

3. Chaque rapport est étudié par le Comité, qui peut faire les commentaires d'ordre général sur le rapport qu'il estime appropriés et qui transmet lesdits commentaires à l'Etat partie intéressé. Cet Etat partie peut communiquer en réponse au Comité toutes observations qu'il juge utiles.

4. Le Comité peut, à sa discrétion, décider de reproduire dans le rapport annuel qu'il établit conformément à l'article 24 tous commentaires formulés par lui en vertu du paragraphe 3 du présent article, accompagnés des observations reçues à ce sujet de l'Etat partie intéressé. Si l'Etat partie intéressé le demande, le Comité peut aussi reproduire le rapport présenté au titre du paragraphe 1 du présent article.

Article 20

1. Si le Comité reçoit des renseignements crédibles qui lui semblent contenir des indications bien fondées que la torture est pratiquée systématiquement sur le territoire d'un Etat partie, il invite ledit Etat à coopérer dans l'examen des renseignements et, à cette fin, à lui faire part de ses observations à ce sujet.

2. En tenant compte de toutes observations éventuellement présentées par l'Etat partie intéressé et de tous autres renseignements pertinents dont il dispose, le Comité peut, s'il juge que cela se justifie, charger un ou plusieurs de ses membres de procéder à une enquête confidentielle et de lui faire rapport d'urgence.

3. Si une enquête est faite en vertu du paragraphe 2 du présent article, le Comité recherche la coopération de l'Etat partie intéressé. En accord avec cet Etat partie, l'enquête peut comporter une visite sur son territoire.

4. Après avoir examiné les conclusions du membre ou des membres qui lui sont soumises conformément au paragraphe 2 du présent article, le Comité transmet ces conclusions à l'Etat partie intéressé, avec tous commentaires ou suggestions qu'il juge appropriés compte tenu de la situation.

5. Tous les travaux du Comité dont il est fait mention aux paragraphes 1 à 4 du présent article sont confidentiels et, à toutes les étapes des travaux, on s'efforce d'obtenir la coopération de l'Etat partie. Une fois achevés ces travaux relatifs à une enquête menée en vertu du paragraphe 2, le Comité peut, après consultations avec l'Etat partie intéressé, décider de faire figurer un compte rendu succinct des résultats des travaux dans le rapport annuel qu'il établit conformément à l'article 24.

Article 21

1. Tout Etat partie à la présente Convention peut, en vertu du présent article, déclarer à tout moment qu'il reconnaît la compétence du Comité pour recevoir et examiner des communications dans lesquelles un Etat partie prétend qu'un autre Etat partie ne s'acquitte pas de ses obligations au titre de la présente Convention. Ces communications ne peuvent être reçues et examinées conformément au présent article que si elles émanent d'un Etat partie qui a fait une déclaration reconnaissant, en ce qui le concerne, la compétence du Comité. Le Comité ne reçoit aucune communication intéressant un Etat partie qui n'a pas fait une telle déclaration. La procédure ci-après s'applique à l'égard des communications reçues en vertu du présent article :

a) Si un Etat partie à la présente Convention estime qu'un autre Etat également partie à la Convention n'en applique pas les dispositions, il peut appeler, par communication écrite, l'attention de cet Etat sur la question. Dans un délai de trois mois à compter de la date de réception de la communication, l'Etat destinataire fera tenir à l'Etat qui a adressé la communication des explications ou toutes autres déclarations écrites élucidant la question, qui devront comprendre, dans toute la mesure possible et utile, des indications sur ses règles de procédure et sur les moyens de recours, soit déjà utilisés, soit en instance, soit encore ouverts;

b) Si, dans un délai de six mois à compter de la date de réception de la communication originale par l'Etat destinataire, la question n'est pas réglée à la satisfaction des deux Etats parties intéressés, l'un comme l'autre auront le droit de la soumettre au Comité, en adressant une notification au Comité, ainsi qu'à l'autre Etat intéressé;

c) Le Comité ne peut connaître d'une affaire qui lui est soumise en vertu du présent article qu'après s'être assuré que tous les recours internes disponibles ont été utilisés et épuisés, conformément aux principes de droit international généralement reconnus. Cette règle ne s'applique pas dans les cas où les procédures de recours excèdent des délais raisonnables ni dans les cas où il est peu probable que les procédures de recours donneraient satisfaction à la personne qui est la victime de la violation de la présente Convention;

d) Le Comité tient ses séances à huis clos lorsqu'il examine les communications prévues au présent article;

e) Sous réserve des dispositions de l'alinéa c), le Comité met ses bons offices à la disposition des Etats parties intéressés, afin de parvenir à une solution amiable de la question, fondée sur le respect des obligations prévues par la présente Convention. A cette fin, le Comité peut, s'il l'estime opportun, établir une commission de conciliation ad hoc;

f) Dans toute affaire qui lui est soumise en vertu du présent article, le Comité peut demander aux Etats parties intéressés, visés à l'alinéa b), de lui fournir tout renseignement pertinent;

g) Les Etats parties intéressés, visés à l'alinéa b), ont le droit de se faire représenter lors de l'examen de l'affaire par le Comité et de présenter des observations oralement ou par écrit, ou sous l'une et l'autre forme;

h) Le Comité doit présenter un rapport dans un délai de douze mois à compter du jour où il a reçu la notification visée à l'alinéa b) :

i) Si une solution a pu être trouvée conformément aux dispositions de l'alinéa e), le Comité se borne dans son rapport à un bref exposé des faits et de la solution intervenue;

ii) Si une solutión n'a pu être trouvée conformément aux dispositions de l'alinéa e), le Comité se borne, dans son rapport, à un bref exposé des faits; le texte des observations écrites et le procès-verbal des observations orales présentées par les Etats parties intéressés sont joints au rapport.

Pour chaque affaire, le rapport est communiqué aux Etats parties intéressés.

2. Les dispositions du présent article entreront en vigueur lorsque cinq Etats parties à la présente Convention auront fait la déclaration prévue au paragraphe 1 du présent article. Ladite déclaration est déposée par l'Etat partie auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en communique copie aux autres Etats parties. Une déclaration peut être retirée à tout moment au moyen d'une notification adressée au Secrétaire général. Ce retrait est sans préjudice de l'examen de toute question qui fait l'objet d'une communication déjà transmise en vertu du présent article; aucune autre communication d'un Etat partie ne sera reçue en vertu du présent article après que le Secrétaire général aura reçu notification du retrait de la déclaration, à moins que l'Etat partie intéressé ait fait une nouvelle déclaration.

Article 22

1. Tout Etat partie à la présente Convention peut, en vertu du présent article, déclarer à tout moment qu'il reconnaît la compétence du Comité pour recevoir et examiner des communications présentées par ou pour le compte de particuliers relevant de sa juridiction qui prétendent être victimes d'une violation, par un Etat partie, des dispositions de la Convention. Le Comité ne reçoit aucune communication intéressant un Etat partie qui n'a pas fait une telle déclaration.

2. Le Comité déclare irrecevable toute communication soumise en vertu du présent article qui est anonyme ou qu'il considère être un abus du droit de soumettre de telles communications, ou être incompatible avec les dispositions de la présente Convention.

3. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2, le Comité porte toute communication qui lui est soumise en vertu du présent article à l'attention de l'Etat partie à la présente Convention qui a fait une déclaration en vertu du paragraphe 1 et a prétendument violé l'une quelconque des dispositions de la Convention. Dans les six mois qui suivent, ledit Etat soumet par écrit au Comité des explications ou déclarations éclaircissant la question et indiquant, le cas échéant, les mesures qu'il pourrait avoir prises pour remédier à la situation.

4. Le Comité examine les communications reçues en vertu du présent article en tenant compte de toutes les informations qui lui sont soumises par ou pour le compte du particulier et par l'Etat partie intéressé.

5. Le Comité n'examinera aucune communication d'un particulier conformément au présent article sans s'être assuré que :

a) La même question n'a pas été et n'est pas en cours d'examen devant une autre instance internationale d'enquête ou de règlement;

b) Le particulier a épuisé tous les recours internes disponibles; cette règle ne s'applique pas si les procédures de recours excèdent des délais raisonnables ou s'il est peu probable qu'elles donneraient satisfaction au particulier qui est la victime d'une violation de la présente Convention.

6. Le Comité tient ses séances à huis clos lorsqu'il examine les communications prévues dans le présent article.

7. Le Comité fait part de ses constatations à l'Etat partie intéressé et au particulier.

8. Les dispositions du présent article entreront en vigueur lorsque cinq Etats parties à la présente Convention auront fait la déclaration prévue au paragraphe 1 du présent article. Ladite déclaration est déposée par l'Etat partie auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en communique copie aux autres Etats parties. Une déclaration peut être retirée à tout moment au moyen d'une notification adressée au Secrétaire général. Ce retrait est sans préjudice de l'examen de toute question qui fait l'objet d'une communication déjà transmise en vertu du présent article; aucune autre communication soumise par ou pour le compte d'un

particulier ne sera reçue en vertu du présent article après que le Secrétaire général aura reçu notification du retrait de la déclaration, à moins que l'Etat partie intéressé ait fait une nouvelle déclaration.

Article 23

Les membres du Comité et les membres des commissions de conciliation ad hoc qui pourraient être nommés conformément à l'alinéa e) du paragraphe 1 de l'article 21 ont droit aux facilités, privilèges et immunités reconnus aux experts en mission pour l'Organisation des Nations Unies, tels qu'ils sont énoncés dans les sections pertinentes de la Convention sur les privilèges et les immunités des Nations Unies.

Article 24

Le Comité présente aux Etats parties et à l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies un rapport annuel sur les activités qu'il aura entreprises en application de la présente Convention.

TROISIEME PARTIE

Article 25

1. La présente Convention est ouverte à la signature de tous les Etats.

2. La présente Convention est sujette à ratification. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 26

Tous les Etats peuvent adhérer à la présente Convention. L'adhésion se fera par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 27

1. La présente Convention entrera en vigueur le trentième jour après la date du dépôt auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies du vingtième instrument de ratification ou d'adhésion.

2. Pour tout Etat qui ratifiera la présente Convention ou y adhérera après le dépôt du vingtième instrument de ratification ou d'adhésion, la Convention entrera en vigueur le trentième jour après la date du dépôt par cet Etat de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 28

1. Chaque Etat pourra, au moment où il signera ou ratifiera la présente Convention ou y adhérera, déclarer qu'il ne reconnaît pas la compétence accordée au Comité aux termes de l'article 20.

2. Tout Etat partie qui aura formulé une réserve conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article pourra à tout moment lever cette réserve par une notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 29

1. Tout Etat partie à la présente Convention pourra proposer un amendement et déposer sa proposition auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Le Secrétaire général communiquera la proposition d'amendement aux Etats parties en leur demandant de lui faire savoir s'ils sont favorables à l'organisation d'une conférence d'Etats parties en vue de l'examen de la proposition et de sa mise aux voix. Si, dans les quatre mois qui suivent la date d'une telle communication, le tiers au moins des Etats parties se prononcent en faveur de la tenue de ladite conférence, le Secrétaire général organisera la conférence sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies. Tout amendement adopté par la majorité des Etats parties présents et votants à la conférence sera soumis par le Secrétaire général à l'acceptation de tous les Etats parties.

2. Un amendement adopté selon les dispositions du paragraphe 1 du présent article entrera en vigueur lorsque les deux tiers des Etats parties à la présente Convention auront informé le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies qu'ils l'ont accepté conformément à la procédure prévue par leurs constitutions respectives.

3. Lorsque les amendements entreront en vigueur, ils auront force obligatoire pour les Etats parties qui les auront acceptés, les autres Etats parties demeurant liés par les dispositions de la présente Convention et par tous amendements antérieurs qu'ils auront acceptés.

Article 30

1. Tout différend entre deux ou plus des Etats parties concernant l'interprétation ou l'application de la présente Convention qui ne peut pas être réglé par voie de négociation est soumis à l'arbitrage à la demande de l'un d'entre eux. Si, dans les six mois qui suivent la date de la demande d'arbitrage, les parties ne parviennent pas à se mettre d'accord sur l'organisation de l'arbitrage, l'une quelconque d'entre elles peut soumettre le différend à la Cour internationale de Justice en déposant une requête conformément au Statut de la Cour.

2. Chaque Etat pourra, au moment où il signera ou ratifiera la présente Convention ou y adhérera, déclarer qu'il ne se considère pas lié par les dispositions du paragraphe 1 du présent article. Les autres Etats parties ne seront pas liés par lesdites dispositions envers tout Etat partie qui aura formulé une telle réserve.

3. Tout Etat partie qui aura formulé une réserve conformément aux dispositions du paragraphe 2 du présent article pourra à tout moment lever cette réserve par une notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 31

1. Un Etat partie pourra dénoncer la présente Convention par notification écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. La dénonciation prend effet un an après la date à laquelle la notification aura été reçue par le Secrétaire général.

2. Une telle dénonciation ne libérera pas l'Etat partie des obligations qui lui incombent en vertu de la présente Convention en ce qui concerne tout acte ou toute omission commis avant la date à laquelle la dénonciation prendra effet; elle ne fera nullement obstacle à la poursuite de l'examen de toute question dont le Comité était déjà saisi à la date à laquelle la dénonciation a pris effet.

3. Après la date à laquelle la dénonciation par un Etat partie prend effet, le Comité n'entreprend l'examen d'aucune question nouvelle concernant cet Etat.

Article 32

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies notifiera à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et à tous les Etats qui auront signé la présente Convention ou y auront adhéré :

a) Les signatures, les ratifications et les adhésions reçues en application des articles 25 et 26;

b) La date d'entrée en vigueur de la Convention en application de l'article 27 et la date d'entree en vigueur de tout amendement en application de l'article 29;

c) Les dénonciations reçues en application de l'article 31.

Article 33

1. La présente Convention, dont les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, francais et russe font également foi, sera déposée auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

2. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies fera tenir une copie certifiée conforme de la présente Convention à tous les Etats.

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
ANDREOTTI

TRADUZIONE NON UFFICIALE

CONVENZIONE CONTRO LÀ TORTURA ED ALTRE PENE O TRATTAMENTI CRUDELI, INUMANI O DEGRADANTI

Gli Stati parte alla presente Convenzione,

Considerando che, in conformità ai principi enunciati nel-
la Carta delle Nazioni Unite, il riconoscimento dei diritti ugua-
li ed inalienabili di tutti i membri della famiglia umana è il
fondamento della libertà, della giustizia e della pace nel mondo,

Riconoscendo che tali diritti derivano dalla dignità ineren-
te alla persona umana,

Considerando che gli Stati sono tenuti, in base alla Carta,
e segnatamente all'articolo 55, ad incoraggiare il rispetto uni-
versale ed effettivo dei diritti dell'uomo e delle libertà fonda-
mentali,

Tenendo conto dell'articolo 5 della Dichiarazione universa-
le dei diritti dell'uomo e dell'articolo 7 del Patto internazio-
nale relativo ai diritti civili e politici che prescrivono en-
trambe che nessuna persona venga sottoposta alla tortura, né a pe-
ne o trattamenti crudeli, inumani o degradanti,

Tenendo conto altresì della Dichiarazione sulla protezione
di tutte le persone contro la tortura ed altre pene o trattamen-
ti crudeli, inumani o degradanti, adottata dall'Assemblea genera-
le il 9 dicembre 1975,

Desiderosi di accrescere l'efficacia della lotta contro
la tortura e le altre pene o trattamenti crudeli, inumani, o de-
gradanti nel mondo intero,

Hanno convenuto quanto segue:

PRIMA PARTE

Articolo primo

1. Ai fini della presente Convenzione, il termine "tortura" indica qualsiasi atto mediante il quale sono intenzionalmente inflitti ad una persona dolore o sofferenze forti, fisiche o mentali, al fine segnatamente di ottenere da essa o da una terza persona informazioni o confessioni, di punirla per un atto che essa o una terza persona ha commesso o è sospettata aver commesso, di intimorirla o di far pressione su di lei o di intimorire o di far pressione su una terza persona, o per qualsiasi altro motivo fondato su qualsiasi forma di discriminazione, qualora tale dolore o sofferenze siano inflitte da un agente della funzione pubblica o da ogni altra persona che agisca a titolo ufficiale, o su sua istigazione, o con il suo consenso espresso o tacito. Tale termine non si estende al dolore o alle sofferenze risultanti unicamente da sanzioni legittime, inerenti a tali sanzioni o da esse cagionate.

2. Tale articolo non reca pregiudizio a qualsiasi strumento internazionale o/a qualsiasi legge nazionale che contenga o possa contenere disposizioni di più vasta portata.

Articolo 2

1. Ogni Stato parte adotta misure legislative, amministrative, giudiziarie ed altre misure efficaci per impedire che

atti di tortura siano commessi in qualsiasi territorio sottopo sto alla sua giurisdizione.

2. Nessuna circostanza eccezionale, quale che essa sia, che si tratti di stato di guerra o di minaccia di guerra, di instabilità politica interna o di qualsiasi altro stato di ec cezione, può essere invocata per giustificare la tortura.

3. L'ordine di un superiore o di un'autorità pubblica non può essere invocato a giustificazione della tortura.

Articolo 3

1. Nessuno Stato parte espellerà, respingerà o estraderà una persona verso un altro Stato nel quale vi siano seri moti vi di ritenere che essa rischi di essere sottoposta alla tortura.

2. Al fine di determinare se tali motivi esistono, le autorità competenti terranno conto di tutte le considerazioni pertinenti, ivi compresa, se del caso, l'esistenza nello Stato interessato, di un insieme di violazioni sistematiche dei diritti dell'uomo, gravi, flagranti o massiccie.

Articolo 4

1. Ogni Stato parte vigila affinché tutti gli atti di tor tura vengano considerati quali trasgressioni nei confronti del suo diritto penale. Lo stesso vale per i tentativi di praticare la tortura o ogni atto commesso da qualsiasi persona, che rappresenti una complicità o una partecipazione all'atto di tortura.

2. Ogni Stato parte rende tali trasgressioni passibili di pene adeguate che tengano conto della loro gravità.

Articolo 5

1. Ogni Stato parte adotta le misure necessarie a determinare la sua competenza al fine di giudicare in merito alle trasgressioni di cui all'articolo 4, nei seguenti casi:

a) qualora la trasgressione sia stata commessa su qualsiasi territorio sottoposto alla giurisdizione di detto Stato o a bordo di aeronavi o di navi immatricolate in questo Stato;

b) qualora il presunto autore della trasgressione sia un cittadino di detto Stato;

c) qualora la vittima sia un cittadino di detto Stato e quest'ultimo il giudice appropriato.

2. Ogni Stato parte adotta altresì le misure necessarie a determinare la sua competenza al fine di giudicare le suddette trasgressioni, qualora il loro presunto autore si trovi su qualsiasi territorio sottoposto alla sua giurisdizione, ed il detto Stato non lo estradi, in conformità all'articolo 8, verso uno degli Stati di cui al paragrafo 1 del presente articolo.

3. La suddetta Convenzione non esclude nessuna competenza penale esercitata in conformità alle leggi nazionali.

Articolo 6

1. Qualora ritenga che le circostanze lo giustifichino, dopo aver esaminato le informazioni di cui dispone, ogni Stato

parte sul di cui territorio si trova una persona sospettata di aver commesso una delle trasgressioni di cui all'articolo 4, assicura la detenzione di questa persona o adotta ogni altro provvedimento legale necessario ad assicurare la sua presenza. Tale detenzione e tali misure devono essere conformi alla legislazione di detto Stato; potranno essere mantenute solamente durante il periodo di tempo necessario a promuovere procedimenti penali o una procedura di estradizione.

2. Detto Stato procede immediatamente ad una inchiesta preliminare al fine di stabilire i fatti.

3. Ogni persona detenuta in applicazione del paragrafo 1 del presente articolo può comunicare immediatamente con il più vicino rappresentante qualificato dello Stato di cui ha la nazionalità o, qualora si tratti di una persona apolide, con il rappresentante dello Stato nel quale risiede abitualmente.

4. Qualora uno Stato abbia posto una persona in detenzione, in conformità alle disposizioni del presente articolo, esso informa immediatamente di tale detenzione e delle circostanze che la giustificano, gli Stati di cui al paragrafo 1 dello articolo 5. Lo Stato che procede all'inchiesta preliminare di cui al paragrafo 2 del presente articolo, ne comunica sollecitamente le conclusioni a detti Stati ed indica loro se intende esercitare la propria competenza.

Articolo 7

1. Lo Stato parte sul di cui territorio viene scoperto il presunto autore di una trasgressione di cui all'articolo 4,

qualora non estradi quest'ultimo, sottopone la questione, nei casi di cui all'articolo 5, alle sue autorità competenti per lo svolgimento dell'azione penale.

2. Dette autorità prendono le loro decisioni alle medesime condizioni che per ogni trasgressione di diritto comune di natura grave in virtù della legislazione di detto Stato. Nei casi di cui al paragrafo 2 dell'articolo 5, i criteri di prova che si applicano ai procedimenti penali ed alla condanna non sono in alcun modo meno rigorosi di quelli che si applicano nei casi di cui al paragrafo 1 dell'articolo 5.

3. Ogni persona perseguita per una qualsiasi delle trasgressioni di cui all'articolo 4, beneficia della garanzia di un trattamento equo in tutte le fasi della procedura.

Articolo 8

1. Le trasgressioni di cui all'articolo 4 sono a pieno diritto incluse in ogni trattato di estradizione tra gli Stati parte. Gli Stati parte si impegnano ad includere dette trasgressioni in qualsiasi trattato di estradizione che verrà concluso tra loro.

2. Se una parte che subordina l'estradizione all'esistenza di un trattato è investita di una domanda di estradizione proveniente da un altro Stato parte con il quale non è vincolato da un trattato di estradizione, esso può considerare la presente Convenzione come costitutiva della base legale dell'estradizione per quanto riguarda dette trasgressioni. L'estradizione è subordinata alle altre condizioni previste dalla legislazione dello Stato richiesto.

3. Gli Stati parti che non subordinino l'estradizione all'esistenza di un trattato, riconoscono reciprocamente dette infrazioni come casi di estradizione alle condizioni previste dalla legislazione dello Stato richiesto.

4. Tra gli Stati parti, dette trasgressioni sono considerate, ai fini dell'estradizione, come commesse sia sul luogo della loro perpetrazione che sul territorio sottoposto alla giurisdizione degli Stati tenuti a determinare la loro competenza in virtù del paragrafo 1 dell'articolo 5.

Articolo 9

1. Gli Stati parte prestano l'assistenza giudiziaria più vasta possibile, in ogni procedimento penale relativo alle trasgressioni di cui all'articolo 4, ivi compreso quanto riguarda la comunicazione di tutti gli elementi di prova di cui dispongono e che sono necessari ai fini della procedura.

2. Gli Stati parte adempiono ai loro obblighi in virtù del paragrafo 1 del presente articolo, in conformità ad ogni trattato di assistenza giudiziaria che possa esistere tra di loro.

Articolo 10

1. Ogni Stato parte vigila affinché l'insegnamento e l'informazione relativi all'interdizione della tortura, siano parte integrante della formazione del personale civile o militare incaricato dell'applicazione delle leggi, del personale medico, degli agenti della funzione pubblica e di altre persone che possono intervenire nel corso della custodia, dell'interrogatorio o del trattamento di ogni individuo arrestato, detenuto o imprigionato in qualsiasi maniera.

2. Ogni Stato parte inserisce detta interdizione nei regolamenti o nelle istruzioni promulgate in merito agli obblighi e alle competenze di tali persone.

Articolo 11

Ogni Stato parte esercita una sistematica sorveglianza su regolamenti, istruzioni, metodi e pratiche di interrogatorio e sulle disposizioni relative alla custodia ed al trattamento delle persone arrestate, detenute o imprigionate in qualsiasi maniera, su qualsiasi territorio sottoposto alla sua giurisdizione, al fine di evitare ogni caso di tortura.

Articolo 12

Ogni Stato parte vigila affinché le autorità competenti procedano immediatamente ad un'inchiesta imparziale, ogni volta che vi siano motivi ragionevoli di ritenere che un atto di tortura sia stato commesso su qualsiasi territorio sottoposto alla sua giurisdizione.

Articolo 13

Ogni Stato parte garantisce ad ogni persona che pretende essere stata sottoposta alla tortura su qualsiasi territorio sottoposto alla sua giurisdizione, il diritto di sporgere denuncia davanti alle autorità competenti di detto Stato, che procederanno immediatamente ed imparzialmente all'esame della sua causa. Saranno presi provvedimenti per assicurare la protezione dell'attore e dei testimoni contro qualsiasi maltrattamento o intimidazione a causa della denuncia inoltrata o di qualsiasi deposizione resa.

Articolo 14

1. Ogni Stato parte garantisce, nel suo sistema giuridico, alla vittima di un atto di tortura, il diritto di ottenere riparazione e di essere equamente risarcito ed in maniera adeguata, inclusi i mezzi necessari alla sua riabilitazione più completa possibile. In caso di morte della vittima, risultante da un atto di tortura, gli aventi causa di quest'ultima hanno diritto al risarcimento.

2. Il presente articolo non esclude alcun diritto al risarcimento cui la vittima od ogni altra persona avrebbe diritto in virtù delle leggi nazionali.

Articolo 15

Ogni Stato parte vigila affinché ogni dichiarazione di cui si sia stabilito che é stata ottenuta con la tortura, non possa essere invocata come elemento di prova in un procedimento, se non contro la persona accusata di tortura, al fine di determinare che una dichiarazione è stata resa.

Articolo 16

1. Ogni Stato parte s'impegna a proibire in ogni territorio, sottoposto alla sua giurisdizione, altri atti che costituiscono pene o trattamenti crudeli, inumani o degradanti che non siano atti di tortura come definiti all'articolo primo, allorché questi atti sono commessi da un agente della funzione pubblica o da ogni altra persona che agisca a titolo ufficiale,

o su sua istigazione o con il suo consenso espresso o tacito. In particolare, gli obblighi enunciati agli articoli 10, 11, 12 e 13 sono applicabili mediante la sostituzione della menzione della tortura con la menzione di altre forme di pene o trattamenti crudeli, inumani o degradanti.

2. Le disposizioni della presente Convenzione non pregiudicano le disposizioni di ogni altro strumento internazionale o della legge nazionale che vietino le pene o trattamenti crudeli, inumani o degradanti, o che siano relative all'estradizione o all'espulsione.

SECONDA PARTE

Articolo 17

1. E' istituito un Comitato contro la tortura (qui di seguito denominato il Comitato), che ha le funzioni definite qui di seguito. Il Comitato è composto da dieci esperti di alta moralità che possiedono una competenza riconosciuta nel settore dei diritti dell'uomo, i quali siedono nel Comitato a titolo personale. Gli esperti sono eletti dagli Stati parti, tenendo conto di un'equa ripartizione geografica e dell'interesse rappresentato dalla partecipazione ai lavori del Comitato di alcune persone aventi una esperienza giuridica.

2. I membri del Comitato sono eletti a scrutinio segreto in base ad una lista di candidati designati dagli Stati parte. Ogni Stato parte può designare un candidato prescelto tra i suoi cittadini. Gli stati parti tengono conto dell'interesse a designare dei candidati che siano anche membri del Comitato dei diritti dell'uomo costituito in virtù del Patto internazionale relativo ai diritti civili e politici, e che siano disposti a far parte del Comitato contro la tortura.

3. I membri del Comitato sono eletti nel corso di riunioni biennali degli Stati parti convocate dal Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite. In dette riunioni, nelle quali il quorum è costituito dai due terzi degli Stati parte, sono eletti membri del Comitato i candidati che ottengono il maggior numero di preferenze e la maggioranza assoluta dei voti dei rappresentanti degli Stati parti presenti e votanti.

4. La prima elezione avrà luogo al più tardi sei mesi dopo la data di entrata in vigore della presente Convenzione. Quattro mesi almeno prima della data di ogni elezione, il Segreta-

rio generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, invia una lettera agli Stati parti per invitarli a presentare le loro candidature entro tre mesi. Il Segretario generale compila una lista per ordine alfabetico di tutti i candidati così designati, con l'indicazione degli Stati parti che li hanno designati, e la trasmette agli Stati parti.

5. I membri del Comitato sono eletti per quattro anni. Sono rieleggibili se sono presentati nuovamente. Tuttavia, il mandato di cinque dei membri eletti durante la prima elezione, terminerà dopo due anni; immediatamente dopo la prima elezione, il nome di questi cinque membri sarà estratto a sorte dal presidente della riunione menzionata al paragrafo 3 del presente articolo.

6. Se un membro del Comitato decede, si dimette dalle sue funzioni o non è più in grado, per qualche altra ragione, di svolgere le sue funzioni al Comitato, lo Stato parte che lo ha designato, nomina, tra i suoi cittadini, un altro esperto che farà parte del Comitato per il rimanente periodo del mandato, con riserva dell'approvazione della maggioranza degli Stati parti. Tale approvazione è considerata come acquisita, a meno che la metà, o più della metà degli Stati parti non esprima un'opinione sfavorevole entro sei settimane, a partire dal momento in cui sono stati informati dal Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite della nomina proposta.

7. Gli Stati parti prendono a loro carico le spese dei membri del Comitato per il periodo nel quale questi ultimi svolgono le loro funzioni del Comitato.

Articolo 18

1. Il Comitato elegge il suo ufficio per un periodo di due anni. I membri dell'ufficio sono rieleggibili.

2. Il Comitato stabilisce egli stesso il suo regolamento interno; questo deve, tuttavia, contenere in particolare, le seguenti disposizioni:

a) il quorum è di sei membri;

b) le decisioni del Comitato sono prese con la maggioranza dei membri presenti.

3. Il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazio
ni Unite pone a disposizione del Comitato il personale e le strutture materiali che gli sono necessarie per svolgere ef-
ficacemente le funzioni affidategli in virtù della presente Convenzione.

4. Il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazio
ni Unite convoca i membri del Comitato per la prima riunione. Dopo la sua prima riunione, il Comitato si riunisce ad ogni oc
casione prevista dal suo regolamento interno.

5. Gli Stati parti prendono a loro carico le spese derivan
ti dallo svolgimento delle riunioni degli Stati parti e del Comitato, ivi compreso il rimborso all'Organizzazione delle Na-
zioni Unite di ogni spesa, quali le spese di personale e di costi per le strutture materiali, che l'Organizzazione avrà sostenuto in conformità al paragrafo 3 del presente articolo.

Articolo 19

1. Gli Stati parti presentano al Comitato, tramite il Se-

gretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, delle relazioni sulle misure da loro adottate al fine di dare esecuzione ai loro impegni in virtù della presente Convenzione, entro un periodo di un anno, a partire dall'entrata in vigore della Convenzione per lo Stato parte interessato. Gli Stati parti presentano successivamente, ogni quattro anni, delle relazioni complementari, in merito ad ogni nuova misura adottata, ed ogni altra relazione richiesta dal Comitato.

2. Il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite trasmette le relazioni a tutti gli Stati parti.

3. Ogni relazione è esaminata dal Comitato, che può esprimere i commenti di ordine generale che riterrà adeguati in merito alla relazione e trasmette detti commenti allo Stato parte interessato. Tale Stato parte può comunicare, in risposta al Comitato, ogni osservazione che ritenga utile.

4. Il Comitato può, a sua discrezione, decidere di riprodurre nella relazione annuale che esso predispone, in conformità all'articolo 24, ogni commento da esso formulato ai sensi del paragrafo 3 del presente articolo; corredato dalle osservazioni ricevute in merito dallo Stato parte interessato. Qualora lo Stato parte interessato lo richieda, il Comitato può anche riprodurre la relazione presentata ai sensi del paragrafo 1 del presente articolo.

Articolo 20

1. Qualora il Comitato riceva informazioni credibili che a suo parere contengano indicazioni fondate sul fatto che la tor-

tura è praticata sistematicamente nel territorio di uno Stato parte, esso invita detto Stato a collaborare nell' esame delle informazioni e, a tal fine, a comunicargli le sue osservazioni in merito.

2. Tenendo conto di ogni osservazione eventualmente presentata dallo Stato parte interessato e di ogni altra informazione pertinente di cui dispone, il Comitato può, se ritiene che ciò sia giustificato, incaricare uno o più dei suoi membri di procedere ad un'inchiesta riservata e di presentargli urgentemente un rapporto.

3. Qualora un'inchiesta sia effettuata ai sensi del paragrafo 2 del presente articolo, il Comitato ricerca la cooperazione dello Stato parte interessato. In accordo con detto Stato parte, l'inchiesta può comportare una visita sul suo territorio.

4. Dopo aver esaminato le conclusioni del membro o dei membri che gli sono sottoposte in conformità al paragrafo 2 del presente articolo, il Comitato trasmette dette conclusioni allo Stato parte interessato, con tutti i commenti o suggerimenti che riterrà appropriati, tenendo conto della situazione.

5. Tutti i lavori del Comitato menzionati nei paragrafi da 1 a 4 del presente articolo sono riservati e, durante tutte le fasi dei lavori, ci si sforza di ottenere la cooperazione dello Stato parte. Una volta terminati i lavori relativi ad un'inchiesta svolta ai sensi del paragrafo 2, il Comita

to può, dopo consultazioni con lo Stato parte interessato, de. cidere di far figurare un conciso resoconto dei risultati dei lavori nella relazione annuale che predispone in conformità all'articolo 24.

Articolo 21

1. Ogni Stato parte alla presente Convenzione può, in virtù del presente articolo, dichiarare in qualsiasi momento che riconosce la competenza del Comitato a ricevere ed esaminare delle comunicazioni nelle quali uno Stato parte sostiene che un altro Stato parte non adempie ai suoi obblighi ai sensi della presente Convenzione. Tali comunicazioni possono essere ricevute ed esaminate, ai sensi del presente articolo, solo se provengono da uno Stato parte che abbia effettuato una dichiarazione nella quale riconosce, per quanto lo riguarda, la competenza del Comitato. Il Comitato non riceve nessuna comunicazione relativa ad uno Stato parte che non abbia effettuato tale dichiarazione. La procedura seguente verrà applicata per le comunicazioni ricevute in virtù del presente articolo:

a) qualora uno Stato parte alla presente Convenzione ritenga che un altro Stato ugualmente parte alla Convenzione, non ne applic le disposizioni, può attirare, mediante comunicazione scritta, l'attenzione di detto Stato sulla questione. Entro un termine di tre mesi dalla data di ricevimento della comunicazione, lo Stato destinatario farà avere allo Stato che ha inviato la comunicazione, delle spiegazioni o ogni altra di

chiarazione scritta che chiarisca la questione, le quali dovranno comprendere in ogni modo possibile ed utile, della indicazioni relative alle sue regole di procedura ed ai mezzi di ricorso, già utilizzati, o pendenti in istanza, o ancora aperti;

b) qualora, entro un termine di sei mesi, a partire dalla data di ricevimento della comunicazione originale da parte dello Stato destinatario, la questione non sia regolata con soddisfazione dei due Stati parti interessati, entrambi avranno diritto di sottoporla al Comitato, inviando una notifica al Comitato, come pure all'altro Stato interessato;

c) il Comitato può giudicare di una questione che gli è sottoposta, ai sensi del presente articolo, solo dopo essersi assicurato che tutte le vie di ricorso interne disponibili sono state utilizzate o esaurite, in conformità ai principi di diritto internazionale generalmente riconosciuti. Questa regola non si applica nei casi in cui le procedure di ricorso eccedano termini ragionevoli, né nei casi in cui è poco probabile che le procedure di ricorso diano soddisfazione alla persona che è vittima della violazione della presente Convenzione;

d) il Comitato, quando esamina le comunicazioni previste al presente articolo, tiene le sue sedute a parte chiuse;

e) fatte salve le disposizioni del comma c), il Comitato pone i suoi buoni uffici a disposizione degli Stati parti interessati, al fine di pervenire ad una soluzione amichevole della questione, basata sul rispetto degli obblighi previsti dalla presente Convenzione. A tal fine, il Comitato può, se

lo ritiene opportuno, costituire una commissione di conciliazione ad hoc;

f) per qualsiasi questione che gli sia sottoposta in virtù del presente articolo, il Comitato può domandare agli Stati parti interessati, di cui al comma b), di fornirgli ogni informazione pertinente;

g) gli Stati parti intéressati, di cui al comma b), hanno il diritto di farsi rappresentare al momento dell'esame della questione da parte del Comitato, e di presentare osservazioni verbalmente o per iscritto, o sotto l'una e l'altra forma;

h) il Comitato deve presentare un rapporto in un termine di dodici mesi a partire dal giorno in cui ha ricevuto la notifica di cui al comma b):

i) qualora si sia potuto trovare una soluzione in base alle disposizioni del comma e), il Comitato si limita nel suo rapporto ad una breve esposizione dei fatti e della soluzione adottata;

ii) qualora una soluzione non abbia potuto essere trovata in base alle disposizioni del comma e), il Comitato si limita, nel suo rapporto, ad una breve esposizione dei fatti; il testo delle osservazioni scritte ed il processo-verbale delle osservazioni orali presentate dagli Stati parti interessati sono uniti al rapporto.

Per ogni questione, il relativo rapporto sarà comunicato agli Stati parti interessati.

2. Le disposizioni del presente articolo entreranno in vi

gore quando cinque Stati parti alla presente Convenzione avranno fatto la dichiarazione prevista al paragrafo 1 del presente articolo. Detta dichiarazione è depositata dallo Stato parte presso il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, che ne trasmette copia agli Stati parti. Una dichiarazione può essere ritirata in qualsiasi momento mediante una notifica indirizzata al Segretario generale. Tale ritiro non pregiudica l'esame di ogni questione che sia oggetto di una comunicazione già trasmessa in virtù del presente articolo; nessuna altra comunicazione di uno Stato parte sarà ricevuta, in virtù del presente articolo, dopo che il Segretario generale abbia ricevuto notifica del ritiro della dichiarazione, a meno che lo Stato parte interessato non abbia effettuato una nuova dichiarazione.

Articolo 22

1. Ogni Stato parte alla presente Convenzione può, ai sensi del presente articolo, dichiarare in ogni momento che riconosce la competenza del Comitato a ricevere ed esaminare comunicazioni presentate da o per conto di privati che dipendono dalla sua giurisdizione, che pretendono di essere vittime di una violazione, da uno Stato parte, delle disposizioni della Convenzione. Il Comitato non riceve alcuna comunicazione relativa ad uno Stato parte che non abbia fatto tale dichiarazione.

2. Il Comitato dichiara irricevibile qualsiasi comunicazione presentata in virtù del presente articolo che sia anonima o

che esso consideri come abuso del diritto a sottoporre tali comunicazioni, o incompatibile con le disposizioni della presente Convenzione.

3. Fatte salve le disposizioni del paragrafo 2, il Comitato trasmette ogni comunicazione che gli venga sottoposta in virtù del presente articolo, all'attenzione dello Stato parte alla presente Convenzione che ha effettuato una dichiarazione in virtù del paragrafo 1 ed ha presumibilmente violato una qualsiasi delle disposizioni della Convenzione. Nei sei mesi successivi, detto Stato sottopone per iscritto al Comitato delle spiegazioni o dichiarazioni che chiariscono la questione e indicano, se del caso, i provvedimenti eventualmente adottati per porre rimedio alla situazione.

4. Il Comitato esamina le comunicazioni ricevute in virtù del presente articolo, tenendo conto di tutte le informazioni che gli sono sottoposte da o per conto di un singolo individuo e dallo Stato parte interessato.

5. Il Comitato non esaminerà nessuna comunicazione di una persona individuale, in conformità al presente articolo, senza aver accertato che:

a) la stessa questione non sia stata e non sia attualmente all'esame davanti ad un'altra istanza internazionale d'inchiesta o di regolamento;

b) il singolo individuo abbia esaurito tutti i ricorsi interni disponibili; questa regola non si applica se le procedure di ricorso eccedono scadenze ragionevoli o se è poco probabile che darebbero soddisfazione alla persona che è vitti

ma di una violazione della presente Convenzione.

6. Il Comitato, quando esamina le comunicazioni di cui al presente articolo, tiene le sue sedute a porte chiuse.

7. Il Comitato rende partecipe delle sue constatazioni lo Stato parte interessato ed il singolo individuo.

8. Le disposizioni del presente articolo entreranno in vigore allorchè i cinque Stati parti alla presente Convenzione avranno effettuato la dichiarazione prevista al paragrafo 1 del presente articolo. Detta dichiarazione è depositata dallo Stato parte presso il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, che ne trasmette copia agli altri Stati parti. Una dichiarazione può essere ritirata in qualsiasi momento mediante una notifica indirizzata al Segretario generale. Tale ritiro non pregiudica l'esame di ogni questione che formi l'oggetto di una comunicazione già trasmessa in virtù del presente articolo; nessun'altra comunicazione sottoposta da o per conto di un privato sarà ricevuta in virtù del presente articolo dopo che il Segretario generale abbia ricevuto notifica del ritiro della dichiarazione, a meno che lo Stato parte interessato non abbia effettuato una nuova dichiarazione.

Articolo 23

I membri del Comitato ed i membri delle commissioni di conciliazione *ad hoc* che potrebbero essere nominati in base al comma e) del paragrafo 1 dell'articolo 21 hanno diritto alle facilitazioni, privilegi ed immunità riconosciuti agli esperti in missione per l'Organizzazione delle Nazioni

Unite, così come sono enunciati nelle pertinenti sezioni della Convenzione sui privilegi e le immunità delle Nazioni Unite.

Articolo 24

Il Comitato presenta agli Stati parti ed all'Assemblea generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite un rapporto annuale sulle attività che avrà intrapreso in applicazione della presente Convenzione.

TERZA PARTE

Articolo 25

1. La presente Convenzione è aperta alla firma di tutti gli Stati.

2. La presente Convenzione è soggetta a ratifica. Gli strumenti di ratifica saranno depositati presso il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

Articolo 26

Tutti gli Stati possono aderire alla presente Convenzione. L'adesione avrà luogo mediante il deposito di uno strumento di adesione presso il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

Articolo 27

1. La presente Convenzione entrerà in vigore il trentesimo giorno successivo alla data del deposito presso il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite del ventesimo strumento di ratifica o di adesione.

2. Per ogni Stato che ratificherà la presente Convenzione o vi aderirà dopo il deposito del ventesimo strumento di ratifica o di adesione, la Convenzione entrerà in vigore il trentesimo giorno dopo la data del deposito, da parte di questo Stato, del suo strumento di ratifica o di adesione.

Articolo 28

1. Ogni Stato potrà, al momento in cui firmerà o ratificherà la presente Convenzione, o vi aderirà, dichiarare che non riconosce la competenza conferita al Comitato in conformità all'articolo 20.

2. Ogni Stato parte che abbia formulato una riserva in conformità alle disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo potrà, in qualsiasi momento, rimuovere detta riserva mediante una notifica indirizzata al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

Articolo 29

1. Ogni Stato parte alla presente Convenzione potrà proporre un emendamento e depositare la sua proposta presso il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite. Il Segretario generale comunicherà la proposta di emendamento agli Stati part domandando loro di fargli conoscere se sono favorevoli alla organizzazione di una Conferenza di Stati parti, in vista dell'esame della proposta e della sua messa ai voti. Se, nei quattro mesi successivi alla data di tale comunicazione, almeno il terzo degli Stati parti si pronuncia a favore dello svolgimento di detta Conferenza, il Segretario generale organizzerà la conferenza sotto gli auspici dell'Organizzazione delle Nazioni Unite. Ogni emendamento adottato dalla maggioranza degli Stati parti presenti e votanti alla Conferenza sarà sottoposto dal Segretario generale all'accettazione di tutti gli Stati parti.

2. Un emendamento adottato in base alle disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo entrerà in vigore allorchè i due terzi degli Stati parti alla presente Convenzione avranno informato il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite che lo hanno accettato, in conformità alla procedura prevista dalle loro rispettive costituzioni.

3. Quando gli emendamenti entreranno in vigore, essi saranno cogenti per gli Sati parti che li abbiano accettati, gli altri Stati parti rimanendo vincolati dalle disposizioni della presente Convenzione e da ogni emendamento anteriore che avranno accettato.

Articolo 30

1. Ogni controversia tra due o più Stati parti relativa all'interpretazione o all'applicazione della presente Convenzione che non possa essere composta per via di negoziato, verrà sottoposta ad arbitrato su domanda di uno di essi. Qualora, nei sei mesi successivi alla data della domanda di arbitrato, le parti non riescano ad accordarsi in merito all'organizzazione dell'arbitrato, una qualunque di esse può sottoporre la controversia alla Corte internazionale di giustizia, depositando una richiesta in conformità allo statuto della Corte.

2. Ogni Stato potrà, al momento in cui firmerà o ratificherà la presente Convenzione o vi aderirà, dichiarare che non si considera vincolato dalle disposizioni del paragrafo 1 del

presente articolo. Gli altri Stati parti non saranno vincolati dalle suddette disposizioni verso qualsiasi Stato parte che abbia formulato una tale riserva.

3. Ogni Stato parte che abbia formulato una riserva in conformità alle disposizioni del paragrafo 2 del presente articolo potrà in qualsiasi momento, rimuovere detta riserva mediante una notifica presentata al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

Articolo 31

1. Uno Stato parte potrà denunciare la presente Convenzione mediante notifica scritta indirizzata al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite. La denuncia avrà effetto un anno dopo la data in cui la notifica sarà stata ricevuta dal Segretario generale.

2. Tale denuncia non libererà lo Stato parte dagli obblighi che gli spettano in virtù della presente Convenzione per quanto riguarda qualsiasi atto od ogni omissione commessa prima della data in cui la denuncia avrà effetto; essa non ostacolerà in alcun modo il proseguimento dell'esame di ogni questione di cui il Comitato sia già stato investito alla data in cui la denuncia ha iniziato ad avere effetto.

3. Dopo la data in cui la denuncia da parte di uno Stato parte inizia ad avere effetto, il Comitato non intraprende l'esame di nessuna nuova questione concernente detto Stato.

Articolo 32

Il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite notificherà a tutti gli Stati Membri dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, ed a tutti gli Stati che avranno firmato la presente Convenzione o vi avranno aderito:

a) le firme, le ratifiche e le adesioni ricevute in applicazione degli articoli 25 e 26;

b) la data di entrata in vigore della Convenzione in applicazione dell'articolo 27 e la data di entrata in vigore di ogni emendamento in applicazione dell'articolo 29;

c) le denuncie ricevute in applicazione dell'articolo 31.

Articolo 33

1. La presente Convenzione, i cui testi inglese, arabo, cinese, spagnolo, francese e russo fanno ugualmente fede, sarà depositata presso il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

2. Il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite provvederà a trasmettere a tutti gli Stati una copia autenticata conforme della presente Convenzione.

Certifico che il suddetto testo è una copia conforme della Con venzione contro la tortura ed altre pene o trattamenti crudeli, inumani o degradanti, adottata dall'Assemblea generale delle Na zioni Unite il 10 dicembre 1984, il cui originale si trova depo sitato presso il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, essendo stata la suddetta Convenzione aperta al- la firma.

Per il Segretario generale,
il Consigliere legale:

Carl-August Fleischhauer

Organizzazione delle Nazioni Unite,
New York, 4 febbraio 1985

LAVORI PREPARATORI

Camera dei deputati (atto n. 1907):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (ANDREOTTI) il 18 novembre 1987.

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 4 febbraio 1988, con pareri delle commissioni I, II e V.

Esaminato dalla III commissione il 1° giugno 1988.

Esaminato in aula e approvato il 16 giugno 1988.

Senato della Repubblica (atto n. 1152):

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 20 luglio 1988, con pareri delle commissioni 1ª, 2ª e 5ª.

Esaminato dalla 3ª commissione il 29 settembre 1988.

Relazione scritta annunciata il 13 ottobre 1988 (atto n. 1152/*A* - relatore sen. FALCUCCI).

Esaminato in aula e approvato il 20 ottobre 1988.

88G0547

GIUSEPPE MARZIALE, *direttore*

FRANCESCO NOCITA, *redattore*
ALFONSO ANDRIANI, *vice direttore*

(9652442) Roma - Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - S.